



Confederacion
General del
Trabajo



Sindicato
Ferroviario
Confederacion
Intersindical



Centrale Générale
Des Services Publics
Cheminots



Organizzazione
Sindacati Autonomi e
di base
Settore ferrovie



Unione Sindicale
di Base
Rail



Trasporti
Confederazione
Unitaria di Base
Trasporti - Italie



Langile
Abertzaleen
Batzordeak



Giu' le mani dall'Officina
FFS Bellinzona



Solidaires
Unitaires
Démocratiques
Rail

Déclaration unitaire de syndicats de cheminot-es de l'Etat espagnol, de Belgique, d'Italie, de France, du Pays basque, de Suisse

Le secteur ferroviaire, comme tous les services publics, est fortement attaqué par les gouvernements et les diverses institutions au service des capitalistes. Les privatisations touchent toutes les activités ferroviaires, les restructurations visent à démanteler les réseaux publics intégrant infrastructure et exploitation ferroviaires, les droits des travailleurs/ses du rail sont sans cesse remis en cause.

Ceci s'inscrit dans la lutte globale que mènent patrons, actionnaires et autres banquiers, contre celles et ceux qui ne vivent que du fruit de leur travail. Dans tous les pays, gouvernement et patronat mettent en œuvre une succession de plans d'austérité qui répondent aux exigences des institutions mondiales : Fonds Monétaire International, Banque Mondiale, Banque Centrale Européenne, etc. Leur recette est simple : faire payer les peuples, exploiter toujours plus les travailleurs et travailleuses, pour accroître le pouvoir et les profits d'une petite minorité qui les exploite.

Le syndicalisme a la responsabilité de proposer des alternatives et de construire les rapports de forces permettant aux travailleurs et travailleuses de renverser cette tendance. C'est nécessaire au plan interprofessionnel, pour unifier nos luttes et offrir des perspectives de changements profonds dans l'organisation de la société. C'est indispensable dans chaque secteur professionnel, pour ancrer cette démarche au plus près du terrain, pour que ce soit la base, et la masse, des travailleurs et travailleuses qui se l'approprient et la mettent en œuvre.

Nos organisations syndicales se sont rencontrées, à plusieurs reprises. Elles portent à la connaissance des cheminot-es des divers pays européens leur accord sur les points repris ci-après et travailleront ensemble pour construire les mobilisations nécessaires. Notre démarche prolonge celle du Réseau syndical international de solidarité et de luttes et du Réseau Rail Sans Frontière ; elle se fait dans le respect de la décision de chacune de nos organisations d'être ou non membre d'une internationale syndicale ; surtout, elle est ouverte à toutes les organisations qui approuvent cette déclaration et la traduisent en actes par la pratique quotidienne de leurs équipes militantes.

Depuis le « modèle » anglais au début des années 90 et ses accidents dramatiques, la privatisation des chemins de fer s'est généralisée en Europe

Ceci s'est fait sous différentes formes : transferts d'activités vers des entreprises privées (restauration ferroviaire, nettoyage, accueil de la clientèle,...), multiplication des filiales de droit privé où le personnel n'a plus les garanties sociales des cheminots, séparation entre Infrastructure et Exploitation, création d'entreprises de transport ferroviaire privées qui imposent des conditions de travail plus mauvaises. Au sein même de ce qui reste d'entreprises publiques, les incessantes restructurations ont des conséquences importantes : suppression massive d'emplois, concurrence stupide entre services, accidents de travail...

Les gouvernements et les officines patronales multiplient les rapports pour tenter de convaincre que la privatisation des chemins de fer est inéluctable. Cela ne repose sur aucun bilan sérieux de la « libéralisation » déjà mise en œuvre depuis plus de 20 ans ... au contraire ! Alors que c'est le meilleur mode de transport, socialement et écologiquement, le trafic ferroviaire de marchandises ne cesse de décroître au profit de la route, mode plus dangereux et règne du dumping social. Les voyageurs sont confrontés à des trains de plus en plus chers, de plus en plus souvent en retard ou supprimés, des gares désertes. Sur l'ensemble du réseau ferroviaire, la multiplication des entreprises intervenantes, parfois aux intérêts contradictoires, fait peser de gros risques sur la sécurité.

Stop à la destruction de nos vies et du service public ferroviaire !

Les très graves accidents de l'été 2013, en France, en Espagne, en Suisse, même s'ils ont des causes différentes et multiples, illustrent de manière dramatique les limites de ce système. Les syndicats de cheminots n'ont cessé d'alerter sur les dangers des politiques imposées au sein de nos réseaux. Il est grand temps de mettre un terme à ces gâchis, à ces mesures dangereuses, à ce saccage du service public ferroviaire.

20 ans d'expérience le prouvent : la privatisation n'est pas une bonne solution ... c'est pourtant ce que les gouvernements, le patronat, les institutions européennes veulent encore accentuer ! Comme cela n'a pas marché pour le fret, on nous propose de faire la même chose pour l'ensemble du trafic de voyageurs et pour la gestion des gares.

Le transport ferroviaire de marchandises a été le premier attaqué

Dans toute l'Europe, des entreprises de transport ferroviaire privé assurent désormais ce trafic, au détriment des opérateurs ferroviaire publics. Quel est le bilan ? Des dizaines de milliers de cheminot-es travaillent maintenant avec des droits affaiblis, avec des conditions de travail plus mauvaises. Les actionnaires des entreprises de transport ferroviaire s'enrichissent ainsi sur le dos des cheminot-e-s. Et contrairement à ce qu'annonçait tous les libéraux européens, ceci n'a pas permis de développer le trafic ; au contraire, le trafic ferroviaire de marchandises ne cesse de baisser, car il y a un choix politique de privilégier le patronat du secteur routier, où les conditions sociales des travailleurs/ses sont encore pire.

Le développement du trafic ferroviaire de marchandises est une nécessité sociale et écologique. C'est un service public qui doit être assuré par des entreprises publiques !

Arrêtons les dégâts pour le transport de voyageurs !

La privatisation du trafic marchandises est négative pour les cheminot-es et pour l'ensemble de la société. Mais **les gouvernements et les patrons organisent quand même la privatisation du transport de voyageurs !** Au lieu de coopérer entre elles, les entreprises publiques de chaque pays s'acharnent à organiser la privatisation chez les voisins ! Lorsqu'elles s'entendent entre elles, c'est pour créer de nouvelles entreprises, où les cheminot-es n'ont pas le même statut : et celles-ci ont pour objectif de remplacer les entreprises publiques.

Il faut en finir avec le Monopoly ferroviaire auquel jouent les patrons des chemins de fer européens ! Les citoyen-ne-s de tous nos pays ont besoin de trains surs, à l'heure, propres, avec du personnel à bord et dans les gares. C'est un service public qui doit être assuré par des entreprises publiques !

Quant aux appels d'offres proposés par la Commission européenne par le biais d'une modification du règlement 1370/2007 OSP, il serait illusoire de croire qu'elle apporte une amélioration des missions de service public. La formule déjà usitée n'a d'autre objectif que de mettre en concurrence les travailleurs-ses, pour réduire les coûts salariaux et détériorer leurs conditions de travail, au nom du dogme européen.

Il est inconcevable de garantir aux usagers un service public de qualité, d'assurer la ponctualité des trains et de faire rouler les trains en toute sécurité, en imposant la précarité et de mauvaises conditions de travail aux salarié-es du secteur .

Plus de démocratie locale et régionale n'oblige pas à privatiser

Nous sommes favorables à ce que les services publics soient contrôlés au plus près par les citoyen-nes, mais l'éclatement des réseaux publics n'a aucune utilité pour les usagers, et sert surtout à attaquer les droits sociaux des cheminot-es ; les entreprises privées prennent ces marchés et récupèrent du personnel dont la formation a été financée par les entreprises publiques ; elles leur appliquent des règles sociales qui ne seront plus celles des entreprises publiques !

Dans toutes les régions et tous les pays d'Europe, le transport ferroviaire est un service public qui doit être assuré par des entreprises publiques !

Infrastructure et exploitation ferroviaires sont complémentaires

La gestion de l'infrastructure ne peut pas se faire indépendamment de son exploitation ; il faut en finir avec l'éclatement entre des entreprises aux intérêts opposés, car c'est une source de disfonctionnements répétés, de gaspillage financier, et un danger pour la sécurité des circulations, des cheminot-es et des usagers. En Italie par exemple, les lobbies financiers font actuellement pression pour une séparation toujours plus forte entre Réseau et Transporteur ; l'objectif est de casser l'entreprise publique, de favoriser les entreprises privées et de créer une société spécifique pour la Grande Vitesse qui serait cotée en bourse. **Pourtant, même les directives européennes n'imposent pas des entreprises distinctes !** L'organisation mise en place en Allemagne a montré son efficacité. Est-ce pour cela que les libéraux s'y attaquent ? Le gouvernement belge doit renoncer à casser la SNCB en deux. Les gouvernements français et espagnols doivent tirer les conséquences de la désorganisation mise en œuvre depuis 15 ans et revoir leurs projets qui ne répondent pas aux besoins de la population.

Partout, ce dont nous avons besoin c'est d'un service public ferroviaire, assurée par tous les cheminot-es réuni-es au sein d'une seule entité. Réunifier le système ferroviaire est une nécessité dans tous les pays !

Halte au pillage des biens collectifs !

La gestion des infrastructures ferroviaires doit se faire en fonction des besoins collectifs, pas sur la base de la rentabilité financière et du profit des groupes privés. Il faut cesser l'hypocrisie des « partenariats public/privé » qui consistent à générer des bénéfices par l'argent public, pour les confisquer ensuite par les actionnaires d'entreprises privées.

La gestion, l'entretien, la création ou le renouvellement des infrastructures ferroviaires est un service public qui doit être assuré par des entreprises publiques. Le financement des investissements utiles doit être assuré par les entités publiques . C'est la clef pour un chemin de fer performant, répondant aux besoins de mobilité et aux impératifs écologiques.

Nous dénonçons les grands projets inutiles qui n'ont pas d'intérêt pour la collectivité et ne visent qu'à accroître les profits des industriels qui se moquent totalement de l'aménagement du territoire et du droit au transport pour toutes et tous.

Les gares ne doivent pas devenir des centres commerciaux ; la priorité doit être donnée à la remise en état et à l'entretien du réseau plutôt qu'à la construction d'infrastructures nouvelles ; ces dernières ne sont utiles que si elles permettent de transférer des trafics routiers ou aériens existants, vers le ferroviaire vu ses avantages environnementaux.

Droits égaux pour tous les travailleurs/ses du rail, pour éviter le dumping social

Le service public ferroviaire, c'est aussi par exemple la restauration dans les trains, le nettoyage des rames et des gares, tous les services aux usagers, ou encore la maintenance du matériel, des voies et des installations... Il n'y a aucune raison que les salarié-e-s de ces secteurs ne disposent pas des mêmes droits sociaux que l'ensemble des cheminot-es. L'externalisation de nombreuses activités par la mise en sous-traitance, la création de filiales, le transfert total aux entreprises privées, n'a aucune justification technique et n'améliore pas la qualité du service offert. Elle ne sert qu'à diminuer les droits des salarié-es et à enrichir les patrons.

Nous revendiquons les droits égaux, basés sur le Statut et la réglementation du travail des cheminot-es de l'entreprise publique, pour tous les travailleurs/ses du rail, qu'ils/elles concourent directement ou indirectement aux activités ferroviaires.

Le transport ferroviaire est vital pour la société

Il doit être assuré par des entreprises publiques car les intérêts des entreprises privées ne sont pas de servir la collectivité mais d'enrichir leurs actionnaires. La privatisation du secteur ferroviaire signifie des trains plus chers, la fermeture des lignes « non rentables », la concentration sur les seuls marchés les plus juteux, l'abandon des trafics régionaux et des lignes transversales de chaque pays au profit de quelques grandes liaisons européennes à grande vitesse, et la dégradation de la sécurité ferroviaire. Les « paquets ferroviaires » successifs renforcent la libéralisation du secteur ferroviaire ; la Commission européenne entend renforcer encore cette dérive dogmatique à travers le « quatrième paquet » qui sera débattu dans les prochains mois au Parlement européen.

Ensemble, nous défendons les droits de tous les travailleurs/ses du rail, nous refusons d'être en concurrence entre nous, nous revendiquons un service public ferroviaire, sûr, écologique et utile à la société !

Chemins de fer, transports publics, services publics

Le secteur ferroviaire n'est pas isolé. C'est l'ensemble du droit au transport, ce sont tous les services publics qui sont attaqués. L'action européenne des cheminot-es que nous construisons s'insère dans un mouvement plus large et le renforce. Une autre politique des transports, répondant aux besoins de la population et s'appuyant sur les aspects écologiques et sociaux, est nécessaire.

Nos organisations syndicales réaffirment leur volonté de travailler ensemble pour un service public ferroviaire répondant aux besoins sociaux de la collectivité, exercé par des entreprises publiques avec du personnel à Statut. Avec tous les syndicats qui refusent la privatisation et l'éclatement des entreprises publiques ferroviaires, construisons un mouvement unitaire, rassemblant les cheminot-es de toute l'Europe dans une action de grève !

SFF/CGT	Sindacato Federal Ferroviario Confederacion General del Trabajo	Etat espagnol
SF	Sindacato Ferroviario Confederacion Intersindical	Etat espagnol
CGSP Cheminots	Centrale Générale des Services Publics Cheminots	Belgique
ORSA Ferrovie	Organizzazione Sindacati Autonomi e di base Settore ferrovie	Italie
USB Rail	Unione Sindicale di Base Rail	Italie
CUB Trasporti	Confederazione Unitaria di Base Trasporti	Italie
LAB	Langile Abertzaleen Batzordeak	Pays basque
	Giu' le mani dall'Officina FFS Bellinzona	Suisse
SUD-Rail	Solidaires Unitaires Démocratiques Union syndicale Solidaires	France